

La République hellénique : ses enjeux spécifiques au sein de l'Union Européenne. Bilan de la présidence grecque de L'UE

*Conférence de Son Excellence Théodore PASSAS,
ambassadeur de la République hellénique en France, le 6 octobre 2014*

1. La Grèce

La Grèce, au sud-est de l'Europe, au sud de la péninsule balkanique, a une superficie de 132.000 km² et compte 11 millions d'habitants, dont 8,4 % d'étrangers originaires pour la plupart d'Albanie, de Bulgarie et de Roumanie. Son taux de fécondité est l'un des plus faibles d'Europe. Après avoir de 1950 à 1977 vu 1,2 millions de Grecs émigrer vers les Etats-Unis, l'Australie, l'Allemagne fédérale et l'URSS, la Grèce est devenue un pays d'immigration avec 1,2 millions d'entrées. En 2013, l'émigration a repris. 97 % de la population parle grec, et est orthodoxe par tradition, les 3 % restants appartenant à d'autres communautés linguistiques ou religieuses. Avec un littoral de 13.676 km, quelques milliers d'îles, dont plus de 150 sont habitées, la Grèce est un pays insulaire. Elle compte aussi 70 % de montagnes et le mont Olympe est son point culminant. La Grèce jouit d'un climat méditerranéen, avec des hivers doux et des étés chauds. Elle dispose d'une riche biodiversité de plus de 6.000 végétaux et de 900 espèces animales, dont beaucoup sont protégées. Elle compte plus de cent sites archéologiques remarquables qui attirent des millions de visiteurs. L'école française d'Athènes a mis au jour de nombreux sites archéologiques.

Depuis la Grèce antique, les périodes hellénistique, romaine, byzantine, ottomane se sont succédé, et après son indépendance la Grèce a connu la monarchie, la guerre civile et la dictature « des colonels ». Depuis la constitution de 1975, la Grèce est une république parlementaire dont le pouvoir exécutif est assuré par le président de la République élu par le parlement à la majorité des deux tiers et un premier ministre issu de la majorité parlementaire. L'organe du pouvoir législatif est un parlement à chambre unique, la « Chambre des Grecs ». Les socialistes du PASOK et les conservateurs de Nea Dimokratia ont dominé la vie politique jusqu'en 2012.

Suite aux révélations sur le caractère précaire de la dette publique et le déficit très élevé, le pays a subi la spéculation financière et une violente crise économique marquée par six années de récession et une baisse de 25 % du PIB. Pourtant, la société grecque est restée unie autour des valeurs familiales et de la solidarité. En 2014 le pays aura une croissance de 0,5 % et en 2015 une croissance de 2,9 % est attendue. La Grèce exporte des produits pétroliers raffinés, des produits manufacturés, des matières premières comme l'aluminium et des produits agricoles. Elle est la première puissance maritime du monde avec 3.695 navires marchands. La marine marchande représente 7 % du PIB grec, le tourisme 7,4 % du PIB avec 22 millions de visiteurs cette année.

2. La présidence hellénique

Pour la cinquième fois depuis son adhésion à l'Union Européenne en 1981, la Grèce a assuré en 2014 la présidence du Conseil de l'Union Européenne. La crise économique a nécessité une politique budgétaire rigoureuse pour assurer la stabilité financière et l'assainissement de l'économie. Elle a entraîné récession et chômage, une crise de confiance envers l'Europe ainsi que des problèmes sociaux dans les pays touchés par la crise, la montée de l'euroscpticisme et des tendances extrémistes. Lutter contre la crise de la dette, renforcer la légitimité démocratique et la reddition des comptes des institutions européennes étaient prioritaires. Durant la présidence grecque, l'accord politique avec le Parlement Européen sur le Mécanisme de Résolution Unique a permis de faire progresser l'union bancaire. De plus, soixante dossiers législatifs ont été traités, tels l'accord sur la directive relative au détachement des travailleurs, le règlement relatif au développement des réseaux de télécommunication, l'accord sur le fonds européen de la pêche maritime, la mise en œuvre de l'initiative pour la jeunesse afin de stimuler l'emploi. La présidence grecque a cherché à améliorer la vie quotidienne des citoyens de façon efficace.

3. L'économie grecque

La Grèce a réussi à surmonter la crise, la dette publique a été réduite envers les particuliers et les délais de paiement de la dette aux partenaires ont été prorogés. La dette, qui était de 176 % du PIB en 2013 sera réduite à 124 % en 2020, et la zone euro a donné son accord au programme de réajustement grec. Pour parvenir à ces résultats, un ajustement drastique des finances publiques s'est imposé avec une réduction du déficit structurel en quatre ans, de 15,6 % du PIB en 2009 à 3,9 % du PIB en 2013. Il y a eu ensuite une réduction des dépenses gouvernementales, une diminution du salaire des fonctionnaires et des retraites, un recul de cinq ans de l'âge du départ à la retraite, porté à 65 ans. L'excédent des finances publiques sera de 1,5 % du PIB en 2014. Une diminution des prix en 2013 a permis d'augmenter le revenu disponible pour les foyers et d'améliorer la balance des paiements courants et le tourisme.

Pourtant, le chômage a dépassé les 27 % malgré la baisse de 20 % du coût salarial, et touche surtout les jeunes de moins de 25 ans à hauteur de 60 %. De grandes réformes ont été mises en place : le système de sécurité sociale, les relations de travail, le climat d'investissement ont été améliorés. Certaines professions réglementées, les transports de marchandises, les croisières, ont connu une libéralisation. Une planification des finances publiques a été introduite et on a fait fusionner des organismes publics. Le secteur bancaire a été protégé.

Réaliser la croissance économique, lutter contre le chômage avec des finances publiques saines et un système bancaire fort, tels sont les défis à relever.

Wendy MAROGER